

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/21055]

11 MAI 2021. — Arrêté royal déterminant le périmètre du stade du FC Ganshoren en matière de sécurité lors des matches de football

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifiée par la loi du 10 mars 2003, la loi du 27 décembre 2004, la loi du 25 avril 2007, la loi du 14 avril 2011, la loi du 27 juin 2016, la loi du 21 juillet 2016 et la loi du 3 juin 2018, vu notamment l'article 2, 9°, inséré par la loi du 10 mars 2003;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « périmètre », le périmètre tel que visé à l'article 2, 9°, de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, modifiée par la loi du 10 mars 2003, la loi du 27 décembre 2004, la loi du 25 avril 2007, la loi du 14 avril 2011, la loi du 27 juin 2016, la loi du 21 juillet 2016 et la loi du 3 juin 2018, inséré par la loi du 10 mars 2003.

Art. 2. Pour le stade du FC Ganshoren situé rue du Bois à 1083 Ganshoren, le périmètre est délimité dans le sens horlogique par : à partir du rond-point des Neuf Provinces jusqu'à l'avenue des Neuf Provinces, de l'avenue des Neuf Provinces jusqu'à l'avenue Van Overbeke, de l'avenue Van Overbeke jusqu'à l'avenue Maxe Small, de l'avenue Maxe Small jusqu'à la rue Vanderveken, de la rue Vanderveken jusqu'à la rue au Bois, de la rue au Bois jusqu'à la ligne de chemin de fer Jette-Berchem-Saint-Agathe, de la ligne de chemin de fer Jette-Berchem-Saint-Agathe jusqu'au croisement de la ligne de chemin de fer Zellik-Jette, de la ligne de chemin de fer Zellik-Jette jusqu'à la rue au Bois, de la rue au Bois jusqu'au rond-point des Neuf Provinces.

Tous les croisements du périmètre susmentionné avec les autres voies publiques et privées sont compris dans ce périmètre.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/21055]

11 MEI 2021. — Koninklijk besluit tot bepaling van de perimeter van het stadion van FC Ganshoren inzake de veiligheid bij voetbalwedstrijden

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij wet van 10 maart 2003, bij wet van 27 december 2004, bij wet van 25 april 2007, bij wet van 14 april 2011, bij wet van 27 juni 2016, bij wet van 21 juli 2016 en bij wet van 3 juni 2018, inzonderheid gelet op artikel 2, 9°, ingevoegd bij de wet van 10 maart 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « perimeter », de perimeter zoals bedoeld in artikel 2, 9°, van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, gewijzigd bij wet van 10 maart 2003, bij wet van 27 december 2004, bij wet van 25 april 2007, bij wet van 14 april 2011, bij wet van 27 juni 2016, bij wet van 21 juli 2016 en bij wet van 3 juni 2018, ingevoegd bij de wet van 10 maart 2003.

Art. 2. Voor het stadion van FC Ganshoren, gelegen in de Bosstraat in 1083 Ganshoren, wordt de perimeter in wijzerzin afgebakend door: vanaf het rondpunt van de Negen Provincies tot aan de Negen Provincieslaan, van de Negen Provincieslaan tot aan de Van Overbeke-laan, van de Van Overbeke-laan tot de Max Smallaan, van de Max Smallaan tot aan de Vandervekenstraat, van de Vandervekenstraat tot aan de Bosstraat, van de Bosstraat tot aan de spoorlijn Jette-Sint-Agatha-Berchem, van de spoorlijn Jette-Sint-Agatha-Berchem tot aan de kruising van de spoorlijn Zellik-Jette, van de spoorlijn Zellik-Jette tot aan de Bosstraat, van de Bosstraat tot aan het rondpunt van de Negen Provincies.

Alle kruispunten van de bovenvermelde perimeter met andere openbare en private wegen zijn begrepen in deze perimeter.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 11 mei 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/42174]

7 JUIN 2021. — Arrêté royal portant exécution de la loi portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude urgentes

RAPPORT AU ROI

Sire,

Dans une procédure d'infraction du 2 juillet 2020 de la Commission européenne à l'encontre de la Belgique relative à la potentielle incompatibilité de la transposition en droit Belge de la Directive (UE) 2016/1164 du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur, la Commission avait remarqué que sont mentionnés à l'article 198/1, § 2, alinéa 2, deuxième tiret, CIR 92, des projets de partenariat public-privé, tandis que l'article 4, paragraphe 4, b), de la directive 2016/1164 se rapporte aux projets d'infrastructure publique à long terme.

Suite à cette procédure d'infraction, le législateur a remplacé la référence à un projet de partenariat public-privé dans l'article 198/1 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) par une référence à un

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/42174]

7 JUNI 2021. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van de wet houdende dringende diverse fiscale en fraudebestrijding bepalingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

In een ingebrekestelling van de Europese Commissie van 2 juli 2020 gericht aan België met betrekking tot de mogelijke onverenigbaarheid van de omzetting in Belgisch recht van Richtlijn (EU) 2016/1164 van 12 juli 2016 tot vaststelling van regels ter bestrijding van belastingontwijdingspraktijken welke rechtstreeks van invloed zijn op de werking van de interne markt, had de Commissie opgemerkt dat in artikel 198/1, § 2, tweede lid, tweede streepje, WIB 92, projecten van publiek-private samenwerking worden vermeld, terwijl artikel 4, lid 4, onder b), van richtlijn 2016/1164 betrekking heeft op langlopende openbare-infrastructuurprojecten.

Ten gevolge van deze ingebrekestelling heeft de wetgever middels de wet van 20 december 2020 houdende dringende diverse fiscale en fraudebestrijding bepalingen, in artikel 198/1 van het Wetboek van de

projet d'infrastructure publique à long terme, au moyen de la loi du 20 décembre 2020 portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude urgentes. Dans l'exposé des motifs, le législateur déclarait que l'intention était de revenir à la définition tirée de la directive 2016/1164.

Etant donné que Vous déterminez les modalités auxquelles doit satisfaire le contribuable qui souhaite l'application de l'article 198/1, § 2, alinéa 2, CIR 92, il est nécessaire de revoir également l'article 73^{4/10}, de l'AR/CIR 92, en application de la modification souhaitée par le législateur, vu que les modalités qui concernaient les contribuables souhaitant que les coûts d'emprunt des emprunts relatifs à un projet de partenariat public-privé n'entrent pas en ligne de compte, avaient été déterminées dans cet article. En effet, les modalités qui sont applicables aux contribuables souhaitant que les coûts d'emprunt des emprunts relatifs à un projet d'infrastructure publique à long terme n'entrent pas en ligne de compte seront désormais déterminées dans cet article.

Ensuite, la loi du 20 décembre 2020 précitée avait pour but de créer des conditions de concurrence identiques entre d'une part les sociétés qui, hormis les projets d'infrastructure publique à long terme, réalisent également d'autres projets et qui se prévalent de l'exclusion qui est prévue à l'article 198/1, § 2, alinéa 2, deuxième tiret, CIR 92, et pour laquelle Vous disposez déjà de la compétence requise afin de déterminer les modalités nécessaires, et d'autre part les sociétés dont l'activité unique consiste en l'exécution d'un projet d'infrastructure publique à long terme, et qui se prévalent de l'exclusion prévue à l'article 198/1, § 6, alinéa 1^{er}, 13^o, CIR 92, et pour laquelle Vous ne disposez pas encore de la compétence requise pour déterminer les modalités nécessaires. Ayant également prévu dans l'article 198/1, § 6, alinéa 2, CIR 92, une délégation pour cette deuxième catégorie, il est possible de garantir que les modalités visées à l'article 73^{4/10}, AR/CIR 92, sont désormais applicables aux deux catégories de sociétés.

Le présent projet n'a en aucun cas pour but d'énoncer à l'égard de ces contribuables des conditions supplémentaires à celles qui ont été déterminées par la loi ou dans la directive 2016/1164. Le présent projet a donc pour objectif unique de préciser les conditions auxquelles doivent satisfaire les contribuables à l'occasion de la fourniture de la preuve qu'un ou plusieurs emprunts ont été conclus en exécution d'un projet d'infrastructure publique à long terme, lorsque l'opérateur du projet, les coûts d'emprunt, les actifs et les bénéfices se situent tous dans l'Union européenne.

La preuve est fournie en deux étapes. L'information nécessaire à propos de l'emprunt et du projet d'infrastructure publique à long terme est transmise au moyen d'un relevé joint à la déclaration, relevé dont il n'existe aucun modèle et dont la forme peut être déterminée par le contribuable lui-même. En outre, le contribuable réunit les pièces probantes qui doivent justifier les données transmises via le relevé. Ces pièces probantes doivent être tenues à disposition de l'administration et présentées sur simple demande.

À l'article 4, paragraphe 4, deuxième alinéa, de la directive 2016/1164, il est précisé qu'il y a lieu d'entendre par un projet d'infrastructure publique à long terme, un projet visant à fournir, à améliorer, à exploiter et/ou à conserver un actif de grande ampleur, considéré comme étant d'intérêt public par un État membre.

Le relevé à établir par le contribuable a donc également en premier lieu pour but d'identifier et de décrire cet actif de grande ampleur qui est fourni, amélioré, exploité ou conservé par ce projet d'infrastructure publique à long terme.

Ensuite, le caractère public de ce projet d'infrastructure doit être démontré dans ce relevé. En cela, il n'est pas nécessaire que le projet d'infrastructure soit financé par des ressources publiques pour satisfaire à cette condition, bien que la présence d'un financement public puisse déjà constituer un élément d'appréciation de son caractère public. L'appréciation du caractère public est en principe une question de faits qui devra être appréciée par d'administration fiscale au cas par cas.

La mention dans le relevé d'une référence à une notification officielle d'un pouvoir public fédéral, régional, communautaire, provincial ou communal ou d'un pouvoir public équivalent à l'étranger desquels l'intérêt général du projet d'infrastructure apparaît peut également constituer un élément d'appréciation de son caractère public. Le simple fait que les autorisations nécessaires aient été délivrées pour le projet d'infrastructure n'est évidemment pas pertinent pour l'appréciation du caractère public du projet d'infrastructure.

Sans être exhaustif, il peut être mentionné que l'infrastructure de transport (routes, ponts, tunnels, voies, canaux,...) qui se situe dans un lieu accessible au public, l'infrastructure qui a pour but la production et de la distribution d'énergie, l'infrastructure énergétique visé à l'article 2, point 130, du règlement (UE) N° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le

inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) de verwijzingen naar een project van publiek-private samenwerking vervangen in een verwijzing naar een langlopend openbaar infrastructuurproject. In de toelichting verklaarde de wetgever dat er werd beoogd om terug te grijpen naar de definitie uit richtlijn 2016/1164.

Aangezien U de modaliteiten bepaalt waaraan de belastingplichtige die de toepassing wenst van artikel 198/1, § 2, tweede lid, WIB 92, moet voldoen, is het noodzakelijk om in uitvoering van de door de wetgever gewenste wijziging eveneens artikel 73^{4/10}, van het KB/WIB 92, te herzien, aangezien hierin de modaliteiten waren vastgelegd die betrekking hadden op de belastingplichtigen die de financieringskosten niet in aanmerking wensden te nemen van leningen die betrekking hebben op een project van publiek-private samenwerking. In dit artikel zullen immers voortaan de modaliteiten worden vastgelegd die van toepassing zijn op de belastingplichtigen die de financieringskosten niet in aanmerking wensden te nemen van leningen die betrekking hebben op een langlopend openbaar infrastructuurproject.

Vervolgens werd in de voormelde wet van 20 december 2020 beoogd om een gelijk speelveld te creëren tussen enerzijds de vennootschappen die behalve langlopende openbare-infrastructuurprojecten ook andere projecten realiseren en die zich beroepen op de uitsluiting die is voorzien in artikel 198/1, § 2, tweede lid, tweede streepje, WIB 92, en waarbij U al over de bevoegdheid beschikt om de nodige modaliteiten te bepalen, en anderzijds de vennootschappen waarvan de enige activiteit bestaat in de uitvoering van een langlopend openbaar infrastructuurproject, en die zich beroepen op de uitsluiting die is voorzien in artikel 198/1, § 6, eerste lid, 13^o, WIB 92, en waarvoor U nog niet over de bevoegdheid beschikt om de nodige modaliteiten te bepalen. Door in artikel 198/1, § 6, tweede lid, WIB 92, ook voor deze tweede categorie een delegatie te voorzien, is het mogelijk om te garanderen dat de in artikel 73^{4/10}, KB/WIB 92, bedoelde modaliteiten voortaan op beide soorten vennootschappen van toepassing zijn.

Dit ontwerp heeft gezinszins de bedoeling om ten aanzien van deze belastingplichtigen bijkomende voorwaarden te stellen dan deze die bij wet of in richtlijn 2016/1164 zijn vastgelegd. Dit ontwerp heeft dan ook enkel de bedoeling om de voorwaarden te verduidelijken waaraan de belastingplichtigen moeten voldoen bij het leveren van het bewijs dat een of meerdere leningen werden gesloten in uitvoering van een langlopend openbaar infrastructuurproject, waarbij de uitvoerder van het project, de financieringskosten, de activa en de winst zich allemaal in de Europese Unie bevinden.

Het bewijs wordt in twee stappen geleverd. Bij de aangifte wordt door middel van een opgave, waarvan geen model bestaat, waardoor de vorm ervan door de belastingplichtige zelf mag worden bepaald, de nodige informatie verstrekt over de lening en het langlopende openbare infrastructuurproject. Daarnaast verzamelt de belastingplichtige de bewijsstukken die de via de opgave verstrekte gegevens moeten staven. Deze bewijsstukken moeten ter beschikking van de administratie worden gehouden en op eenvoudig verzoek worden voorgelegd.

In artikel 4, lid 4, tweede alinea, van richtlijn 2016/1164 wordt verduidelijkt dat onder een langlopend openbaar infrastructuurproject een project moet worden verstaan dat bedoeld is om een grootschalig actief dat door een lidstaat wordt beschouwd als zijnde van algemeen belang, te leveren, te verbeteren, te exploiteren en/of te onderhouden.

De door de belastingplichtige op te stellen opgave heeft dan ook in de eerste plaats tot doel om dit grootschalig actief dat door dit langlopend openbare infrastructuurproject wordt opgeleverd, verbeterd, geëxploiteerd of onderhouden, te identificeren en te omschrijven.

Vervolgens moet in deze opgave het openbare karakter van dit infrastructuurproject worden aangetoond. Hierbij is het niet nodig dat het infrastructuurproject wordt gefinancierd met publieke middelen om aan deze voorwaarde te voldoen, al kan de aanwezigheid van publieke financiering wel element zijn bij de beoordeling van het openbare karakter ervan. De beoordeling van het openbare karakter is in principe een feitenkwestie die door de fiscale administratie geval per geval zal moeten worden beoordeeld.

De vermelding in de opgave van een verwijzing naar een officiële notificatie van een federale, gewestelijke, gemeenschaps-, provinciale of gemeentelijke overheid of een soortgelijke buitenlandse overheid waaruit het algemene belang van het infrastructuurproject blijkt, kan ook een element zijn bij de beoordeling van het openbare karakter ervan. Het loutere feit dat er voor het infrastructuurproject de noodzakelijke vergunningen wordt geleverd, is uiteraard niet relevant bij de beoordeling van het openbare karakter van het infrastructuurproject.

Zonder exhaustief te zijn, kan worden vermeld dat transportinfrastructuur (wegen, bruggen, tunnels, sporen, kanalen,...) die gelegen is in een voor het publiek toegankelijke locatie, energieproductie en -distributie-infrastructuur, energie-infrastructuur zoals bedoeld in artikel 2, punt 130, van verordening (EU) Nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de

marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ou l'infrastructure qui vise à avoir un effet positif sur l'environnement ou la biodiversité et qui va plus loin que ce que prescrit au minimum la réglementation applicable, sont des actifs constitutifs d'un intérêt général.

Si le projet d'infrastructure ne peut pas être rangé sous une des catégories reprises plus haut, l'administration fiscale examinera l'actif à l'aune des critères suivants : l'accessibilité, la plus-value pour l'environnement et la société, dans quelle mesure d'autres usagers – en dehors de l'investisseur – peuvent en faire usage. L'argument que le projet d'infrastructure contribue à une augmentation de l'offre d'emploi dans une région déterminée n'est pas pertinent pour l'appréciation de son caractère public.

Il est en outre demandé de mentionner dans le relevé la durée estimée ou réelle des travaux effectivement réalisés dans le cadre du projet d'infrastructure visé à l'alinéa 1^{er}, premier tiret. Cela a pour but de permettre à l'administration d'apprécier le caractère à long terme du projet. Bien que cela ne soit pas demandé, le contribuable est libre de soutenir le caractère de longue durée du projet à l'aide d'éléments spécifiques.

Afin de permettre à l'administration fiscale d'apprécier si l'actif se situe dans l'Union européenne, le lieu dans lequel se situent le projet visé à l'alinéa 1^{er}, premier tiret, et l'actif qui a été réalisé à la suite de ce projet au cours de la période imposable concernée doivent être mentionnés dans le relevé.

Pour l'application du présent article, les bénéficiaires du projet d'infrastructure sont censés se trouver chez l'investisseur de ce projet. Dans le cas où le projet d'infrastructure est financé par des ressources publiques, le pouvoir public est censé être l'investisseur et l'identité de l'investisseur ne doit pas être mentionnée dans le relevé. Dans le cas où le projet d'investissement n'est pas financé par des ressources publiques, par exemple en cas d'un projet de partenariat public-privé, l'investisseur est censé être la personne ou les personnes qui supportent le risque économique du projet. Dans ce cas, le nom et le lieu d'établissement de ces personnes doivent être mentionnés dans le relevé.

Afin de permettre à l'administration fiscale d'apprécier si les coûts d'emprunt se situe dans l'Union européenne, doivent également être mentionnés dans le relevé le nom et le lieu d'établissement de la personne ou des personnes qui, en exécution du projet visé à l'alinéa 1^{er}, premier tiret, recueillent des intérêts ou des coûts qui conformément à l'article 73^{4/8} sont économiquement similaires à des intérêts.

Ensuite, l'article 73^{4/9}, AR/CIR 92, est adapté, en exécution de la loi du 20 décembre 2020 précitée qui a modifié la phrase introductive de l'article 198/1, § 2, alinéa 2, CIR 92, de sorte qu'il est précisé que l'exclusion visée dans cet alinéa ne se rapporte pas uniquement aux intérêts mais également aux coûts et produits qui sont économiquement similaires à des intérêts.

En raison du fait que les modifications aux articles 73^{4/9} et 73^{4/10}, AR/CIR 92, ne font qu'exécuter la loi du 20 décembre 2020 qui est entrée en vigueur le 31 décembre 2020, les présents articles sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2021, même si celui-ci se rapporte à une période imposable qui a été clôturée le jour ou entre le 31 décembre 2020 et le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, ou à une période imposable qui est clôturée ultérieurement.

Enfin, une correction est encore effectuée à l'article 73^{4/11}, § 1^{er}, AR/CIR 92. Cet article vise à ce que les coûts ou produits qui sont dus à, ou par, une société résidente ou un établissement belge qui fait partie d'un groupe de sociétés pendant toute la période imposable et qui n'est pas exclu de l'application de l'article 198/1 CIR 92, ne soient pas pris en compte pour la détermination de l'EBITDA du contribuable. L'article 73^{4/11}, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, AR/CIR 92, n'est pas du tout adapté à cette approche, parce qu'il n'y est apporté qu'une seule correction pour les coûts intra-groupe et les produits intra-groupe qui ne sont pas des coûts d'emprunt intra-groupe ou des produits d'emprunt intra-groupe.

Compte tenu de la volonté du législateur de parvenir au même résultat pour l'ensemble du groupe que si le résultat du groupe était abordé dans une perspective consolidée, il est donc nécessaire de corriger toutes les transactions intra-groupe de façon correcte. La distinction qui est faite à l'article 73^{4/11}, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, AR/CIR 92, entre d'une part les coûts intra-groupe et les produits intra-groupe qui ne sont pas des coûts d'emprunt intra-groupe ou des produits d'emprunt intra-groupe et, d'autre part, les coûts d'emprunt intra-groupe ou les produits d'emprunt intra-groupe fait que les transactions intra-groupe ne sont pas correctement neutralisées. Pour aboutir à un résultat correct et neutre dans lequel toutes les transactions intra-groupe sont neutralisées, tous les coûts intra-groupe et produits

artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, of infrastructuur die beoogt een positief effect te hebben op het leefmilieu of de biodiversiteit en die verder gaat dan wat de toepasselijke regelgeving minimaal voorschrijft, activa zijn die van algemeen belang zijn.

Indien het infrastructuurproject niet kan worden ondergebracht onder één van de hierboven genoemde categorieën, zal de fiscale administratie het actief toetsen aan de volgende criteria: de toegankelijkheid, de meerwaarde voor de omgeving en maatschappij, de mate waarin anderen dan de investeerder er gebruik van kunnen maken. Het argument dat het infrastructuurproject bijdraagt aan het vergroten van het aanbod aan werkgelegenheid in een bepaalde regio is niet pertinent bij de beoordeling van het openbare karakter ervan.

Daarnaast wordt gevraagd om in de opgave de verwachte of daadwerkelijke duurtijd van de effectieve werkzaamheden aan het in het eerste lid, eerste streepje, bedoelde infrastructuurproject te vermelden. Dit heeft tot doel om de administratie toe te laten om het langlopende karakter van het project te beoordelen. Hoewel dit niet wordt gevraagd staat het de belastingplichtige vrij om het langlopende karakter van het project aan de hand van specifieke elementen te onderbouwen.

Teneinde de fiscale administratie toe te laten om te beoordelen of het actief zich in de Europese Unie bevindt, moet in de opgave de plaats worden vermeld waar het in het eerste lid, eerste streepje, bedoelde project en de activa die ten gevolge van dit project werden gerealiseerd, zich in het desbetreffende belastbare tijdperk bevinden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de winst van het infrastructuurproject geacht zich te bevinden bij de investeerder van dit project. In geval het infrastructuurproject met overheidsmiddelen wordt gefinancierd wordt de overheid geacht de investeerder te zijn en moet de identiteit van de investeerder niet in de opgave worden vermeld. In het geval het investeringsproject niet met overheidsmiddelen wordt gefinancierd, bijvoorbeeld in het geval van een project van publiek-private samenwerking, wordt de investeerder geacht de persoon of personen, te zijn die het economisch risico van het project dragen. In dat geval moet de naam en plaats van vestiging van deze personen in de opgave worden vermeld.

Teneinde de fiscale administratie toe te laten om te beoordelen of de financieringskosten, zich in de Europese Unie bevinden, moet in de opgave ook de naam en plaats van vestiging van de persoon of personen die ingevolge de uitvoering van het eerste lid, eerste streepje, bedoelde project interesten of kosten die overeenkomstig artikel 73^{4/8}, KB/WIB 92, economisch gelijkwaardig zijn aan interesten verkrijgen, worden vermeld.

Vervolgens wordt artikel 73^{4/9}, KB/WIB 92, aangepast, in uitvoering van de voormelde wet van 20 december 2020 die de inleidende zin van artikel 198/1, § 2, tweede lid, WIB 92, heeft gewijzigd, zodat verduidelijkt wordt dat de in dat lid bedoelde uitsluiting niet enkel betrekking heeft op de interesten maar ook op de kosten en opbrengsten die economisch gelijkwaardig zijn aan interesten.

Omwille van het feit dat de wijzigingen aan de artikelen 73^{4/9} en 73^{4/10}, KB/WIB 92, louter uitvoering geven aan de voormelde wet van 20 december 2020 die op 31 december 2020 in werking is getreden, zijn deze artikelen van toepassing vanaf aanslagjaar 2021, ongeacht of het belastbare tijdperk dat daarmee verbonden is, werd afgesloten op of tussen 31 december 2020 en de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt of op een belastbaar tijdperk dat erna wordt afgesloten.

Tot slot wordt er nog een correctie uitgevoerd in artikel 73^{4/11}, § 1, KB/WIB 92. Dit artikel beoogt om de kosten of opbrengsten die verschuldigd zijn aan of door een binnenlandse vennootschap of Belgische inrichting die tijdens het hele belastbaar tijdperk deel heeft uitgemaakt van een groep van vennootschappen en die niet is uitgesloten van de toepassing van artikel 198/1 WIB 92, buiten beschouwing te laten bij de vaststelling van de EBITDA van de belastingplichtige. Artikel 73^{4/11}, § 1, tweede en derde lid, KB/WIB 92, slaagt niet helemaal in die opzet, doordat er enkel een correctie wordt doorgevoerd voor intra-groepskosten en intra-groepsopbrengsten die geen intra-groepsfinancieringskosten of intra-groepsfinancieringsopbrengsten zijn.

Gelet op de betrachting van de wetgever om over de hele groep beken tot een gelijk resultaat te bekomen als wanneer het resultaat van de groep geconsolideerd zou worden benaderd, is het dus nodig om alle intra-groepstransacties op een correcte wijze te corrigeren. Het onderscheid dat in artikel 73^{4/11}, § 1, tweede en derde lid, KB/WIB 92, wordt gemaakt tussen enerzijds intra-groepskosten en intra-groepsopbrengsten die geen intra-groepsfinancieringskosten of intra-groepsfinancieringsopbrengsten zijn en anderzijds de intra-groepsfinancieringskosten of intra-groepsfinancieringsopbrengsten maakt dat de intra-groepstransacties niet correct worden genutraliseerd. Om tot een correct en neutraal resultaat te komen waarin alle intra-groepstransacties worden uitgezuiverd, moeten alle intra-groepskosten

intra-groupe doivent être corrigés, même si ces coûts ou produits sont des coûts d'emprunt intra-groupe ou des produits d'emprunt intra-groupe. Les modifications reprises à l'article 5, a et b, du présent projet visent à obtenir ce résultat.

Afin de garantir que l'application des dispositions de l'article 73^{4/11}, § 1^{er}, AR/CIR 92, reste neutre dans l'ensemble du groupe, il est en outre désormais prévu explicitement qu'une société ou un établissement qui fait partie du groupe belge ne peut augmenter son EBITDA en vertu de l'alinéa 2 que si cette augmentation est compensée de manière identique en l'application de l'alinéa 3 dans le chef d'une autre société ou d'un autre établissement faisant partie de ce groupe.

Cette dernière modification entrera en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2022.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

AVIS 69.264/3 DU 18 MAI 2021 SUR UN PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL "PORTANT EXÉCUTION DE LA LOI PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES DIVERSES ET DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE URGENTES"

Le 22 avril 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude urgentes"

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 18 mai 2021. La chambre était composée de Wilfried Van Vaerenbergh, président de chambre, Jeroen Van Nieuwenhove et Koen Muylle, conseillers d'État, Bruno Peeters, assesseur, et Astrid Truyens, greffier.

Le rapport a été présenté par Frédéric Vanneste, premier auditeur.

L'avis a été donné le 18 mai 2021.

*

En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation s'est limitée à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

Cet examen ne donne lieu à aucune observation.

Le greffier,
A. Truyens

Le président,
W. Van Vaerenbergh

7 JUIN 2021. — Arrêté royal portant exécution de la loi portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude urgentes

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 :

- l'article 198/1, § 2, alinéa 2, inséré par la loi du 25 décembre 2017, modifié par la loi du 20 décembre 2020;
- l'article 198/1, § 3, alinéa 4, inséré par la loi du 2 mai 2019;
- l'article 198/1, § 6, alinéa 2, inséré par la loi du 20 décembre 2020;

Vu l'AR/CIR 92;

Considérant la directive (UE) 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2021;

Vu l'avis n° 69.264/3 du Conseil d'Etat, donné le 18 mai 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

en intra-groepsopbrengsten worden gecorrigeerd, ongeacht of deze kosten of opbrengsten intra-groepsfinancieringskosten of intra-groepsfinancieringsopbrengsten zijn. De in artikel 5, a en b, van dit ontwerp opgenomen wijzigingen beogen dit resultaat te bekomen.

Teneinde te garanderen dat de toepassing van de bepalingen van artikel 73^{4/11}, § 1, KB/WIB 92, over de hele groep bekeken, neutraal blijft, wordt bovendien voortaan expliciet voorzien dat een vennootschap of inrichting die deel uitmaakt van de Belgische groep krachtens het tweede lid de EBITDA slechts kan verhogen, indien deze verhoging op eenzelfde wijze gecompenseerd wordt door de toepassing van het derde lid bij een andere vennootschap of inrichting die deel uitmaakt van deze groep.

Deze laatste wijziging zal in werking treden vanaf aanslagjaar 2022.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

ADVIES 69.264/3 VAN 18 MEI 2021 OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT "HOUDENDE UITVOERING VAN DE WET HOUDENDE DRINGENDE DIVERSE FISCALE EN FRAUDEBESTRIJDING BEPALINGEN"

Op 22 april 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van de wet houdende dringende diverse fiscale en fraudebestrijding bepalingen"

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 18 mei 2021. De kamer was samengesteld uit Wilfried Van Vaerenbergh, kamervoorzitter, Jeroen Van Nieuwenhove en Koen Muylle, staatsraden, Bruno Peeters, assessor, en Astrid Truyens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Frédéric Vanneste, eerste auditeur.

Het advies is gegeven op 18 mei 2021.

*

Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Dat onderzoek geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

De griffier,
A. Truyens

De voorzitter,
W. Van Vaerenbergh

7 JUNI 2021. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van de wet houdende dringende diverse fiscale en fraudebestrijding bepalingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992:

- artikel 198/1, § 2, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 25 december 2017, gewijzigd bij de wet van 20 december 2020;
- artikel 198/1, § 3, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 2 mei 2019;
- artikel 198/1, § 6, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 20 december 2020;

Gelet op het KB/WIB 92;

Overwegende richtlijn (EU) 2016/1164 van de Raad van 12 juli 2016 tot vaststelling van regels ter bestrijding van belastingontwijkingpraktijken welke rechtstreeks van invloed zijn op de werking van de interne markt;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 7 maart 2021;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 19 april 2021;

Gelet op het advies nr. 69.264/3 van de Raad van State gegeven op 18 mei 2021 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté royal a pour objet de transposer partiellement la directive (UE) 2016/1164 du Conseil du 12 juillet 2016 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur.

Art. 2. Dans le titre de la sous-section 2 de la section XXVIIIbis/2 du chapitre I^{er} de l'AR/CIR 92, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 2019, les mots "d'un projet de partenariat public-privé" sont remplacés par les mots "d'un projet d'infrastructure publique à long terme".

Art. 3. A l'article 73^{4/9}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 2019, les mots "les intérêts de ces emprunts" sont remplacés par les mots "les intérêts ou les coûts, ou produits qui sont économiquement similaires aux intérêts de ces emprunts conformément à l'article 73^{4/8}".

Art. 4. L'article 73^{4/10}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 2019, est remplacé comme suit :

"Lorsque le contribuable demande que les intérêts ou les coûts ou produits des emprunts visés à l'article 198/1, § 2, alinéa 2, deuxième tiret, du même Code, qui sont économiquement similaires à des intérêts conformément à l'article 73^{4/8}, n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination des surcoûts d'emprunt, ou lorsqu'il demande l'application de l'article 198/1, § 6, 13^o, du même Code, celui-ci joint à la déclaration un relevé se rapportant à ces emprunts et dans lequel, par contrat d'emprunt, les données suivantes sont mentionnées :

- l'identification et la description de l'actif de grande ampleur qui est fourni, amélioré, exploité, ou conservé par le projet d'infrastructure publique visé à l'article 198/1, § 2, alinéa 2, deuxième tiret, du même Code;

- une description du caractère public et/ou une ou plusieurs références à des notes, décisions ou autres documents d'un pouvoir public desquels l'intérêt général ou le caractère public du projet d'infrastructure publique visé au premier tiret apparaît;

- la durée estimée ou réelle des travaux effectivement réalisés dans le cadre du projet d'infrastructure visé au premier tiret;

- le lieu dans lequel se situent le projet visé au premier tiret et les actifs qui ont été réalisés à la suite de ce projet;

- sauf lorsque l'investisseur du projet est un pouvoir public, le nom et le lieu d'établissement de la personne ou des personnes qui supportent le risque économique du projet;

- le nom et le lieu d'établissement de la personne ou des personnes qui en vertu d'un contrat conclu avec l'investisseur sont responsables de l'exécution du projet visé au premier tiret;

- le nom et le lieu d'établissement de la personne ou des personnes qui en vertu de l'exécution du projet visé au premier tiret recueillent des intérêts ou des produits qui sont économiquement similaires à des intérêts conformément à l'article 73^{4/8};

- sauf lorsque le contribuable demande l'application de l'article 198/1, § 6, 13^o, du même Code, le montant des intérêts et des coûts visés à l'article 198/1, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code qui sont économiquement similaires à des intérêts conformément à l'article 73^{4/8}, qui ont été recueillis ou payés par le contribuable au cours de la période imposable en exécution de ce contrat.

L'application de l'article 198/1, § 6, 13^o, du même Code, ne peut être demandée que lorsqu'une déclaration sur l'honneur est jointe à la déclaration dans laquelle il est certifié que le contribuable n'exerce aucune activité qui ne soit pas liée au projet d'infrastructure visé à l'alinéa 1^{er}, premier tiret.

Le contribuable tient à disposition de l'administration tous contrats ou autres pièces probantes qui sont relatifs à ces emprunts et, le cas échéant, ceux qui sont relatifs aux modifications dont ces emprunts ont fait l'objet et fournit ceux-ci sur simple demande.

Op de voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit koninklijke besluit heeft de gedeeltelijke omzetting tot doel van richtlijn (EU) 2016/1164 van de Raad van 12 juli 2016 tot vaststelling van regels ter bestrijding van belastingontwijkingspraktijken welke rechtstreeks van invloed zijn op de werking van de interne markt.

Art. 2. In het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling XXVIIIbis/2 van hoofdstuk I van het KB/WIB 92, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 2019, worden de woorden "een project van publiek-private samenwerking" vervangen door de woorden "een langlopend openbaar infrastructuurproject".

Art. 3. In artikel 73^{4/9}, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 2019, worden de woorden "de interesten van deze leningen" vervangen door de woorden "de interesten of kosten of opbrengsten die overeenkomstig artikel 73^{4/8} economisch gelijkwaardig zijn aan interesten van deze leningen".

Art. 4. Artikel 73^{4/10}, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 2019, wordt vervangen als volgt:

"Wanneer de belastingplichtige verzoekt om de interesten of kosten of opbrengsten die overeenkomstig artikel 73^{4/8} economisch gelijkwaardig zijn aan interesten, van de in artikel 198/1, § 2, tweede lid, tweede streepje, van hetzelfde Wetboek, bedoelde leningen niet in aanmerking te nemen voor de vaststelling van het financieringskostensurplus of wanneer hij om de toepassing van artikel 198/1, § 6, 13^o, van hetzelfde Wetboek, verzoekt, voegt hij bij de aangifte een opgave die betrekking heeft op deze leningen en waarin per leningsovereenkomst de volgende gegevens worden opgenomen:

- de identificatie en omschrijving van het grootschalig actief dat door het in artikel 198/1, § 2, tweede lid, tweede streepje, van hetzelfde Wetboek, bedoelde openbare infrastructuurproject wordt opgeleverd, verbeterd, geëxploiteerd of onderhouden;

- een omschrijving van het openbare karakter en/of één of meerdere verwijzingen naar notulen, beslissingen of andere documenten van een overheid waaruit het algemene belang of openbare karakter van het in het eerste streepje bedoelde infrastructuurproject blijkt;

- de verwachte of daadwerkelijke duurtijd van de effectieve werkzaamheden aan het in het eerste streepje bedoelde infrastructuurproject te vermelden;

- de plaats waar het in het eerste streepje bedoelde project en de activa die ten gevolge van dit project werden gerealiseerd zich bevinden;

- behalve wanneer de investeerder van het project een overheid is, de naam en plaats van vestiging van de persoon of personen die het economisch risico van het project dragen;

- de naam en plaats van vestiging van de persoon of personen die ingevolge een met de investeerder gesloten overeenkomst verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van het in het eerste streepje bedoelde project;

- de naam en plaats van vestiging van de persoon of personen die ingevolge de uitvoering van het in het eerste streepje bedoelde project interesten of opbrengsten die overeenkomstig artikel 73^{4/8} economisch gelijkwaardig zijn aan interesten verkrijgen;

- behalve wanneer de belastingplichtige om de toepassing van artikel 198/1, § 6, 13^o, van hetzelfde Wetboek, verzoekt, het bedrag van de in artikel 198/1, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, bedoelde interesten en kosten die overeenkomstig artikel 73^{4/8} economisch gelijkwaardig zijn aan interesten, die in uitvoering van deze overeenkomst in de loop van het belastbare tijdperk door de belastingplichtige werden verkregen of betaald.

De toepassing van artikel 198/1, § 6, 13^o, van hetzelfde Wetboek, kan enkel worden gevraagd wanneer aan de aangifte een verklaring op eer wordt toegevoegd waarin wordt verklaard dat de belastingplichtige geen activiteit uitoefent die niet verbonden is met de in het eerste lid, eerste streepje, bedoelde infrastructuurproject.

De belastingplichtige houdt alle overeenkomsten of andere bewijsstukken die betrekking hebben op deze leningen en in voorkomend geval op de wijzigingen die deze leningen hebben ondergaan ter beschikking van de administratie en legt deze op eenvoudig verzoek voor.

Le contribuable réunit également les pièces justificatives suivantes, les tient à disposition de l'administration et fournit celles-ci sur simple demande :

- le cas échéant, une copie des notes, décisions ou autres documents d'un pouvoir public visés à l'alinéa 1^{er}, deuxième tiret, desquels le caractère public ou l'intérêt général du projet d'infrastructure visé à l'alinéa 1^{er}, premier tiret, apparaît;

- les documents qui peuvent confirmer la localisation du projet visé à l'alinéa 1^{er}, premier tiret et des actifs qui ont été réalisés à la suite de ce projet;

- les documents qui présentent le cadre économique et juridique du projet d'infrastructure publique et dans lesquels toutes les parties concernées par la réalisation de ce projet sont identifiées."

Art. 5. A l'article 73^{4/11}, § 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 2019, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, les mots "qui ne sont pas des intérêts ou des coûts économiquement similaires à des intérêts visés à l'article 198/1, § 2, du même Code" sont remplacés par les mots "dans la mesure où le contribuable a démontré que ces coûts sont considérés dans le chef du bénéficiaire comme des revenus qui sont neutralisés de l'EBITDA en application de l'alinéa 3";

b) dans l'alinéa 3, les mots "et que ces revenus ne soient pas des intérêts ou des produits économiquement similaires à des intérêts visés à l'article 198/1, § 2, du même Code" sont abrogés;

c) dans l'alinéa 4, deuxième tiret, les mots "en exécution d'un projet de partenariat public-privé attribué à la suite d'une mise en concurrence conformément à la législation en matière de marchés publics" sont remplacés par les mots "en exécution d'un projet d'infrastructure publique à long terme".

Art. 6. Les articles 3, 4 et 5, c, sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2021.

Art. 7. Les autres dispositions de l'article 5 sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2022.

Art. 8. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

De belastingplichtige verzamelt eveneens de volgende bewijsstukken, houdt deze ter beschikking van de administratie en legt deze op eenvoudig verzoek voor:

- in voorkomend geval een kopie van de in het eerste lid, tweede streepje, bedoelde notulen, beslissingen of andere documenten van een overheid waaruit het openbare karakter of algemene belang van het in het eerste lid, eerste streepje, bedoelde infrastructuurproject blijkt;

- documenten die de lokalisatie van het in het eerste lid, eerste streepje, bedoelde project en van de activa die ten gevolge van dit project werden gerealiseerd kunnen bevestigen;

- documenten die het economische en juridische kader van het openbare infrastructuurproject uiteenzetten en waarin alle partijen worden geïdentificeerd die bij de totstandkoming van dit project zijn betrokken."

Art. 5. In artikel 73^{4/11}, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het tweede lid worden de woorden "die geen in artikel 198/1, § 2, van hetzelfde Wetboek, bedoelde interesten of kosten die economisch gelijkwaardig zijn aan interesten zijn" vervangen door de woorden "in de mate dat de belastingplichtige heeft aangetoond dat deze kosten bij de verkrijger ervan worden aangemerkt als inkomsten die in toepassing van het derde lid uit de EBITDA worden geneutraliseerd";

b) in het derde lid worden de woorden "en deze inkomsten geen in artikel 198/1, § 2, van hetzelfde Wetboek, bedoelde interesten of opbrengsten die economisch gelijkwaardig aan interesten zijn" opgeheven;

c) in het vierde lid, tweede streepje, worden de woorden "in uitvoering van een project van publiek-private samenwerking gegund na inmededinging-stelling overeenkomstig de reglementering inzake overheidsopdrachten" vervangen door de woorden "in uitvoering van een langlopend openbaar infrastructuurproject".

Art. 6. De artikelen 3, 4 en 5, c, zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2021.

Art. 7. De overige bepalingen van artikel 5 zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2022.

Art. 8. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[C - 2021/41045]

20 AVRIL 2021. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 28 août 2019, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises de garage, relative aux nouveaux régimes de travail (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire des entreprises de garage;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 28 août 2019, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises de garage, relative aux nouveaux régimes de travail.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[C - 2021/41045]

20 APRIL 2021. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 augustus 2019, gesloten in het Paritair Comité voor het garagebedrijf, betreffende de nieuwe arbeidsregelingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het garagebedrijf;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 28 augustus 2019, gesloten in het Paritair Comité voor het garagebedrijf, betreffende de nieuwe arbeidsregelingen.